



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Algérie

Question au Gouvernement n° 2893

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Bernard Derosier, pour le groupe socialiste.

M. Bernard Derosier. L'Algérie, une fois encore, a fait ces derniers jours la une des médias. Encore une fois, les journaux ont rapporté des scènes de violence. Les Français se sentent concernés de par les liens étroits qui se sont établis entre nos deux pays.

Pourtant, les derniers événements, au-delà des violences, ont publiquement révélé un espoir collectif, espoir d'un monde plus juste, plus démocratique, espoir de paix. C'est le message des manifestants qui, par dizaines de milliers, ont défilé dans les rues d'Alger le 14 juin. C'est ce message qui a été refoulé, brisé par les matraques et par les balles.

La France a engagé, depuis plusieurs mois, une démarche méritoire auprès des autorités algériennes. Cette démarche est utile, nécessaire, inévitable. Mais notre pays ne saurait faire abstraction de l'appel de plus en plus pressant des populations à la démocratie et passer sous silence une répression inadmissible.

La France et l'Algérie, compte tenu de leur histoire respective, sont en mesure de parler clair.

La France se doit d'entendre le cri responsable et pacifique de tous ceux qui, en Algérie, aspirent à l'instauration d'une véritable démocratie.

La France, monsieur le ministre des affaires étrangères, seule ou en partenariat avec l'Union européenne, a-t-elle l'intention de prendre des initiatives de nature à apaiser les esprits en Algérie ?

La France entend-elle rappeler sa disponibilité ? (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste et sur plusieurs bancs du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, la France, qui, au moment de l'arrivée au pouvoir du président Bouteflika, avait immédiatement manifesté sa disponibilité pour accompagner tout effort de l'Algérie vers une modernisation sur tous les plans, y compris sur le plan politique, cette France-là peut dire aujourd'hui qu'elle est également très sensible à l'appel qui monte des profondeurs du peuple algérien pour de vrais changements, pour la reprise de cette modernisation, politique, démocratique, économique, sociale.

Nous ressentons cette demande comme profondément légitime et nous avons constaté, ces tout derniers jours, au Conseil européen de Göteborg, que nos partenaires étaient plus sensibles encore que d'habitude à la situation algérienne. C'est donc tous ensemble, à quinze, que nous nous sommes exprimés depuis la Suède pour manifester à la fois notre intérêt et notre préoccupation, mais aussi pour lancer un appel à tous les responsables algériens - je dis bien à tous - pour qu'ils prennent une initiative politique de grande ampleur. C'est ainsi seulement que ce pays ami si proche de nous pourra, comme nous le souhaitons ardemment, tourner la page des tragédies et avancer vers l'avenir.

Les Quinze - l'Union européenne rassemblée - ont également dit qu'ils se tenaient disponibles pour accompagner tout effort de l'Algérie, toute politique de réforme et de modernisation. Naturellement cela engage pleinement, et je dirai particulièrement, la France. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste et sur quelques bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [M. Bernard Derosier](#)

Circonscription : Nord (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2893

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 juin 2001, page 4401

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 juin 2001